

La notion d'acte administratif unilatéral (AAU)



Création de droits et obligations à l'égard des destinataires par la seule volonté de l'administration et indépendamment de tout consentement du destinataire. L'administration n'a pas besoin de demander l'autorisation du juge. Les AAU ont une présomption de légalité réfragable.

Les actes administratifs ont un caractère exécutoire : dès leur entrée en vigueur (transmission en préfecture et notification) ils doivent être exécutés (CE, 1988, Commune de Nemours).

LES AAU DÉCISOIRES ATTAQUABLES DEVANT LE JUGE

Tout acte adopté par l'autorité administrative (personne publique ou personne privée disposant de PPP) qui contient des droits ou impose des obligations.

C'est un acte qui fait grief, il peut donc être attaqué devant le juge dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir.

Art. R.421-1 Code de justice administrative :
"La juridiction (administrative) ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision"

Parmi les actes réglementaires, bien que les circulaires non impératives et directives soient inattaquables, les circulaires impératives, qui dictent une véritable conduite à conduire sont attaquables devant le juge. (Ex : circulaire de 2004 du ministre de l'Éducation nationale qui dicte l'interprétation que ses services doivent respecter concernant la loi prohibant le port de signes religieux ostentatoires)

LES MESURES D'ORDRE INTÉRIEUR (MOI)

Un acte pris par l'administration qui a un caractère décisoire, mais reste tout de même inattaquable parce qu'il ne concerne que l'ordre interne du service (organisation et discipline d'un service). Le juge estime qu'un contrôle juridictionnel n'est pas nécessaire puisqu'il n'y a qu'une atteinte légère aux droits et obligations.

Depuis l'art. 6 de la DDHC, qui interdit les normes qui portent atteinte aux droits de l'Homme, de plus en plus de MOI basculent dans le champ d'application des AAU.

LES AAU NON DÉCISOIRES INATTAQUABLES DEVANT LE JUGE

Les mesures préparatoires :

Mesures qui annoncent un acte futur qui sera normatif. Elles n'ont donc elles même aucun effet sur le droit existant.

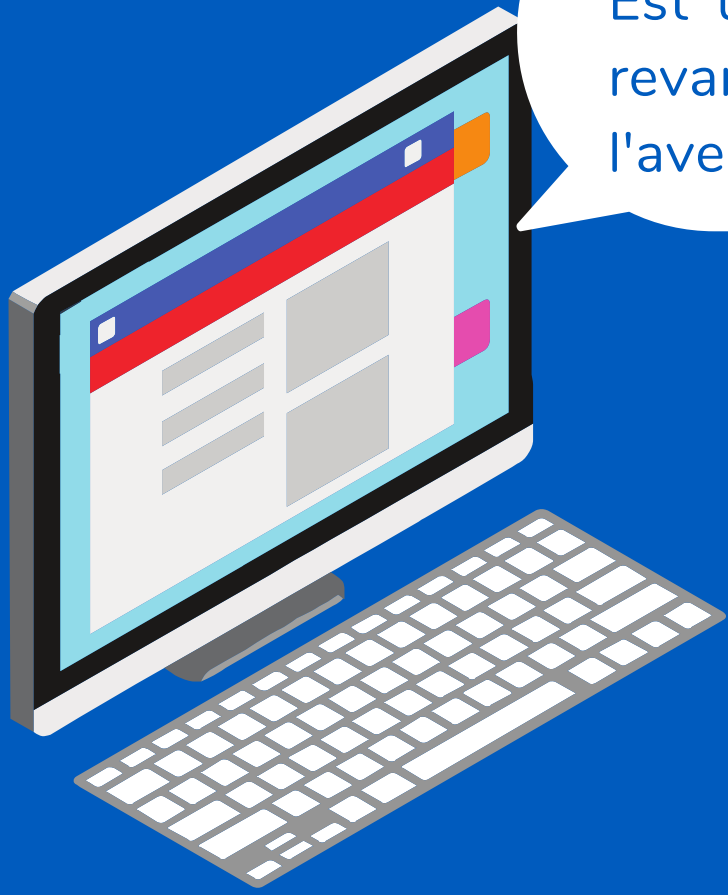
Mesures confirmatives :

Mesures qui ne font que confirmer une décision, ne font pas grief et ne sont donc pas attaquables devant le juge (CE, 28 mars 1952, Martin)

Les actes indicatifs :

Acte par lequel l'administration exprime une opinion/donne une indication sur une conduite à tenir (vœu, information, conseil...).

On distingue acte individuel (vœux formulés par une assemblée locale, conseils donnés à une autorité quant à une conduite à suivre...) et acte réglementaire (directives/ instructions/ circulaires que les ministres adressent à leur services)



Dans l'éducation nationale :

Est une MOI la **décision d'affecter un étudiant à tel ou tel groupe de TD**. En revanche, est une AAU, un refus de demande de changement d'option, car l'avenir professionnel de l'étudiant est en jeu (**CE, 1982, Mlle Attard**).

Dans les armées :

Les **punitions** prévues par les règlements de disciplines sont désormais **des AAU (CE, 1995, Hardouin)** car elles ont des effets sur la liberté d'aller et venir du militaire et **conséquences sur sa carrière**.

Les actes décisives qui ne relèvent pas de la catégorie des AAU



Les actes du gouvernement

Ce sont des **actes pris par des organes administratifs** (Président, Premier Ministre...) qui **bénéficient d'une immunité de juridiction**. Il n'y a pas de définition précise. On considère qu'il met en cause le fonctionnement du pouvoir public. Néanmoins, il ne suffit pas que l'administration invoque un mobile politique pour voir son acte échapper à tout contrôle (**CE de 1875, Prince Napoléon**). On retrouve les actes de gouvernement dans deux grands domaines :

Les **relations entre les pouvoirs constitutionnels** (ex : décisions liées à la procédure législative, comme le refus de déposer un projet de loi ou l'adoption d'un décret de promulgation d'une loi - **CE, 1968, Tallagrand**).



Les **rapports avec les organisations internationales et les Etats étrangers** (ex : actes dont l'examen obligerait à s'interroger sur la politique de la France - **CE, 1950, Société radio Andorre** : un brouillage d'une radio andorrane par ordre du gouvernement français).

Les actes législatifs

Il arrive que le pouvoir exécutif adopte des **actes** qui relèvent normalement du pouvoir législatif et donc du domaine de la Constitution.

Exemple : Avec l'application de la théorie jurisprudentielle des circonstances exceptionnelles, l'exécutif est à même de **prendre des mesures** qui relèvent normalement du pouvoir législatif (CE, 1918, Heyriès : suspension d'une loi par un décret).

Les actes juridictionnels

Actes qui sont relatifs à l'exercice de la fonction juridictionnelle et qui ne sont dès lors **pas détachables de la décision de justice elle-même** (TC, 1952, Préfet de la Guyane).

Attention : n'est pas **juridictionnelle la décision de l'administration de saisir une juridiction** (TC, 2002, visconti c/ Cne Port-saint-louis du Rhône : plainte adressée par l'administration au Procureur de la République, non détachable de la procédure pénale).

Exemple : mesures relatives à la carrière des magistrats comme une nomination prononcée par le Président de la République.